

KPMG Audit IS
Tour Egho
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

MAZARS
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

Eiffage

Société Anonyme

*Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels*

Exercice clos le 31 décembre 2023

Eiffage
Société Anonyme
3-7, Place de l'Europe
78140 Vélizy-Villacoublay
Ce rapport contient 7 pages

Eiffage
Société Anonyme

Siège social : 3-7, Place de l'Europe
78140 Vélizy-Villacoublay
Capital social : €.392.000.000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de la société Eiffage,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Eiffage S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation

Notes 1.2 et 3 de l'annexe aux comptes annuels

Description du risque

Les titres de participation détenus par la société, figurant au bilan au 31 décembre 2023 pour un montant net de 4.565 millions d'euros, sont constitués principalement des holdings des différentes branches d'activité du Groupe et représentent plus de la moitié du total de son bilan.

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe, la valeur d'inventaire de ces participations est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres détenue par la société, éventuellement corrigée pour tenir compte notamment des perspectives de développement de chaque branche d'activité et de rentabilité des filiales. Ces perspectives tiennent compte des performances passées ainsi que, le cas échéant, de circonstances particulières.

Le montant très significatif dans le bilan de la société des titres de participation et le degré de jugement requis dans l'estimation de leurs valeurs d'inventaire nous ont conduit à considérer l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit.

Travaux d'audit réalisés

Nos travaux consistent à vérifier la permanence et la correcte application des méthodes utilisées.

Nous apprécions les principales hypothèses retenues par la direction pour déterminer les perspectives de développement et de rentabilité des filiales et la sensibilité des évaluations à la variation des hypothèses.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-9 et L.22-10-10 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires***Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel***

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Eiffage S.A. par l'Assemblée générale du 21 juin 1977 pour le cabinet KPMG Audit IS compte tenu des acquisitions et des fusions de cabinets intervenues depuis cette date et du 24 avril 2019 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2023, le cabinet KPMG Audit IS était dans la 47^{ième} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 5^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation

s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La défense, le 2 avril 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS

DocuSigned by:

B23A6B612A594FF...

Philippe Bourhis

Mazars

DocuSigned by:

152625BC6637454...

Olivier Thireau

Comptes sociaux

Bilan

Actif

| En milliers d'euros | | 2023 | | | 2022 |
|--|------------|------------------|---------------------------------|------------------|------------------|
| | Notes | Brut | Amortissements et provisions | Net | |
| Immobilisations incorporelles et corporelles | 2 | 1 464 | 1 316 | 148 | 148 |
| Participations | 3 | 4 601 076 | 35 829 | 4 565 247 | 4 305 280 |
| Autres immobilisations financières | 3 – 4 – 11 | 474 033 | 210 999 | 263 034 | 290 053 |
| Total de l'actif immobilisé | | 5 076 573 | 248 144 | 4 828 429 | 4 595 481 |
| Créances clients et Comptes rattachés | 4 – 11 | 137 740 | 409 | 137 331 | 130 815 |
| Autres créances | 4 – 11 | 1 923 741 | 1 538 | 1 922 203 | 2 012 329 |
| Total de l'actif réalisable | | 2 061 481 | 1 947 | 2 059 534 | 2 143 144 |
| Valeurs mobilières de placement | 5 | 641 892 | - | 641 892 | 601 452 |
| Disponibilités | 5 | 1 456 883 | - | 1 456 883 | 1 267 229 |
| Total de l'actif disponible | | 2 098 775 | - | 2 098 775 | 1 868 681 |
| Comptes de régularisation | | 12 782 | - | 12 782 | 11 115 |
| Total de l'actif | | 9 249 611 | 250 091 | 8 999 520 | 8 618 421 |

Passif

| En milliers d'euros | | Notes | 2023 | 2022 |
|--|--|---------------|------------------|------------------|
| Capital | | 6 | 392 000 | 392 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | | | 550 253 | 525 875 |
| Ecarts de réévaluation | | | 3 415 | 3 415 |
| Réserves | | | 39 233 | 39 233 |
| Report à nouveau | | | 5 347 592 | 4 846 710 |
| Résultat de l'exercice | | | 726 287 | 851 352 |
| Provisions réglementées | | | 37 | 37 |
| Capitaux propres | | 7 | 7 058 817 | 6 658 622 |
| Provisions pour risques et charges | | 8 | 128 160 | 132 060 |
| Dettes financières | | 9 – 10 | 1 665 088 | 1 697 200 |
| Dettes fournisseurs et Comptes rattachés | | 9 – 10 | 5 216 | 12 018 |
| Autres dettes | | 9 – 10 | 141 172 | 117 163 |
| Total des dettes | | | 1 811 476 | 1 826 381 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | 9 – 10 | 248 | 259 |
| Comptes de régularisation | | | 819 | 1 099 |
| Total du passif | | | 8 999 520 | 8 618 421 |

Compte de résultat

| En milliers d'euros | Notes | 2023 | 2022 |
|--|-----------|-----------------|-----------------|
| Produits d'exploitation | | | |
| Ventes et prestations de services | | 7 106 | 13 072 |
| Autres produits | | 60 | 47 |
| Reprise de provisions | | 8 500 | 9 680 |
| Total | | 15 666 | 22 799 |
| Charges d'exploitation | | | |
| Charges externes | | (8 313) | (12 295) |
| Impôts et taxes, versements assimilés | | (1 337) | (1 338) |
| Salaires, traitements et charges sociales | | (2 932) | (3 092) |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | (4 594) | (5 785) |
| Total | | (17 176) | (22 510) |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | - | (2) |
| Résultat d'exploitation | | (1 510) | 287 |
| Produits de participations | | 689 657 | 817 066 |
| Intérêts nets et divers | 14 | 114 931 | 22 265 |
| Variation nette des provisions | | (65 223) | 10 160 |
| Résultat financier | | 739 365 | 849 491 |
| Résultat courant | | 737 855 | 849 778 |
| Résultat sur cessions d'actifs immobilisés | | - | (7) |
| Autres produits et charges à caractère exceptionnel | | 1 684 | 14 856 |
| Variation nette des provisions | | (2 600) | (13 000) |
| Résultat exceptionnel | 15 | (916) | 1 849 |
| Impôts sur les bénéfices | 16 | (10 652) | (275) |
| Résultat net | | 726 287 | 851 352 |

Notes aux comptes sociaux

(Sauf indication contraire, tous les chiffres cités sont exprimés en milliers d'euros)

Eiffage

Société anonyme au capital de 392 000 000 €

3-7 place de l'Europe à Vélizy-Villacoublay (78140), France

709 802 094 R.C.S. de Versailles

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 février 2024.

1. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Immobilisations corporelles

À l'exception des biens ayant fait l'objet d'une réévaluation légale, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition et amorties linéairement sur la durée de vie estimée des immobilisations concernées.

- Constructions 40 ans
- Bâtiments industriels 20 ans
- Agencements 10 ans

La durée d'amortissement est réduite de moitié pour les biens d'occasion.

1.2 Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais liés à leur acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

1.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

1.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque leur valeur

vénale est inférieure, à la date de clôture, à leur coût d'entrée en portefeuille. Les intérêts courus sur les valeurs à taux d'intérêt garanti sont constatés à la clôture.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

1.5 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contreparties attendues. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

1.6 Opérations en devises

Les dettes et créances libellées en devises sont converties aux derniers cours de change de l'exercice. Il en est de même des postes du bilan et du compte de résultat des établissements à l'étranger.

1.7 Opérations faites en commun

Les comptes des sociétés en participation françaises, dont la société est gérante, sont totalement intégrés aux comptes annuels quel que soit le pourcentage de détention. La quote-part de résultat revenant aux associés non gérants est comptabilisée dans les rubriques « bénéfice transféré » ou « perte transférée ».

En ce qui concerne les sociétés en participation françaises non gérées et les joint-ventures à l'étranger, seuls sont pris en compte les résultats à hauteur de la quote-part revenant à la société.

1.8 Résultats des filiales sociétés en nom collectif

Dans la mesure où les clauses statutaires le permettent, les résultats des sociétés de personnes et assimilées de l'année en cours sont comptabilisés dans l'exercice en produits à recevoir s'il s'agit de bénéfices, ou en charges à payer s'il s'agit de pertes, en contrepartie du résultat financier.

1.9 Actions propres

Les actions propres affectées à la couverture de plans d'attribution gratuite d'actions sont enregistrées en « Valeurs mobilières de placement ».

Conformément au règlement CRC 2008-15, une provision pour risque à caractère exceptionnel est constituée sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires lorsqu'une charge devient probable.

Les actions propres non affectées à la couverture de plans sont enregistrées en « Autres immobilisations financières » à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation d'actif à caractère financier est constituée si le cours de Bourse moyen du dernier mois de l'exercice est inférieur aux coûts unitaires de ces titres.

2. Immobilisations incorporelles et corporelles

2.1 Valeur brute

| | Au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | À la fin de l'exercice |
|------------------------------------|------------------------|---------------|-------------|------------------------|
| Terrains | 148 | - | - | 148 |
| Constructions | 1 264 | - | - | 1 264 |
| Autres immobilisations corporelles | 52 | - | - | 52 |
| Total | 1 464 | - | - | 1 464 |

2.2 Amortissements

| | Au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | À la fin de l'exercice |
|------------------------------------|------------------------|---------------|-------------|------------------------|
| Constructions | 1 264 | - | - | 1 264 |
| Autres immobilisations corporelles | 52 | - | - | 52 |
| Total | 1 316 | - | - | 1 316 |

3. Immobilisations financières

3.1 Valeur brute

| | Au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | À la fin de l'exercice |
|--|------------------------|----------------|----------------|------------------------|
| Participations | 4 340 751 | 261 723 | 1 398 | 4 601 076 |
| Actions propres et contrat de liquidités | 8 225 | 355 923 | 347 440 | 16 708 |
| Autres immobilisations financières | 428 326 | 64 701 | 35 702 | 457 325 |
| Total | 4 777 302 | 682 347 | 384 540 | 5 075 109 |

3.2 Provisions

| | Au début de l'exercice | Dotations | Reprises | À la fin de l'exercice |
|------------------------------------|------------------------|---------------|----------|------------------------|
| Participations | 35 471 | 358 | - | 35 829 |
| Autres immobilisations financières | 146 498 | 64 501 | - | 210 999 |
| Total | 181 969 | 64 859 | - | 246 828 |

4. Créances

4.1 État des échéances

| | Montant net | Échéances à un an au plus | Échéances à plus d'un an |
|---------------------------------------|------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé (1) | 242 788 | - | 242 788 |
| Créances de l'actif réalisable (2) | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 137 331 | 137 331 | - |
| Autres créances diverses | 1 922 203 | 1 922 193 | 10 |
| Total | 2 302 322 | 2 059 524 | 242 798 |

(1) Dont 144 292 milliers d'euros envers les sociétés du Groupe.

(2) Dont 1 953 696 milliers d'euros envers les sociétés du Groupe.

4.2 Provisions sur créances

| | Au début de l'exercice | Dotations | Reprises | À la fin de l'exercice |
|---------------------------------------|---------------------------|------------|-----------|---------------------------|
| Créances clients et Comptes rattachés | | | | |
| Créances sur sociétés du Groupe | - | 409 | - | 409 |
| Autres créances | | | | |
| Créances sur sociétés du Groupe | 1 172 | 384 | 18 | 1 538 |
| Total | 1 172 | 793 | 18 | 1 947 |

5. Valeurs mobilières de placement et Disponibilités

5.1 Valeurs mobilières de placement

| | Nombre de titres | | |
|------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|
| | Au début de l'exercice | À la fin de l'exercice | Valeur nette comptable |
| Actions propres | 3 232 976 | 3 806 770 | 350 453 |
| OPCVM monétaires | - | - | 291 439 |
| Total | 3 232 976 | 3 806 770 | 641 892 |

Les valeurs mobilières de placement sont composées pour l'essentiel d'OPCVM dont la valeur au bilan est proche de leur valeur liquidative.

5.2 Disponibilités

Les disponibilités comprennent des comptes à terme rémunérés aux conditions de marché d'un montant de 623 607 milliers d'euros.

6. Composition du capital social

Au 31 décembre 2023, le capital est composé de 98 000 000 actions au nominal de 4 euros.

Nombre

| | |
|---|-------------------|
| Actions émises au 31 décembre 2022 | 98 000 000 |
| Augmentation de capital réservée aux salariés | 2 118 207 |
| Réduction de capital | (2 118 207) |
| Actions émises au 31 décembre 2023 | 98 000 000 |

7. Variation des capitaux propres

| | Capital | Primes liées au capital | Ecart de réévaluation | Ré- serves | Report à nouveau | Résultat | Provisions réglemen- tées | Total |
|--|----------------|-------------------------------|--------------------------|---------------|---------------------|----------------|---------------------------------|------------------|
| Montant au 31 décembre 2022 | 392 000 | 525 875 | 3 415 | 39 233 | 4 846 710 | 851 352 | 37 | 6 658 622 |
| Affectation de l'exercice | - | - | - | - | 851 352 | (851 352) | - | - |
| Distribution de l'exercice | - | - | - | - | (350 470) | - | - | (350 470) |
| Augmentation de capital | 8 473 | 203 876 | - | - | - | - | - | 212 349 |
| Réduction de capital | (8 473) | (179 498) | - | - | - | - | - | (187 971) |
| Autres variations | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Résultat de l'exercice 2023 | - | - | - | - | - | 726 287 | - | 726 287 |
| Montant au 31 décembre 2023 | 392 000 | 550 253 | 3 415 | 39 233 | 5 347 592 | 726 287 | 37 | 7 058 817 |

8. Provisions pour risques et charges

| | Au début de l'exercice | Dotations | Reprises | | À la fin de l'exercice |
|---|---------------------------|----------------|----------------------------|--------------------------------|---------------------------|
| | | | de provisions utilisées | de provisions non utilisées | |
| Attribution d'actions gratuites Eiffage | 99 600 | 100 800 | 99 600 | - | 100 800 |
| Charges à venir sur chantier | 10 100 | - | - | 6 500 | 3 600 |
| Filiales | 21 400 | 3 400 | - | 2 000 | 22 800 |
| Impôts | 960 | - | - | - | 960 |
| Restructuration | - | - | - | - | - |
| Total | 132 060 | 104 200 | 99 600 | 8 500 | 128 160 |

9. Dettes et concours bancaires courants

9.1 État des échéances

| | Montant | Échéances à un an au plus | Échéances à plus d'un an |
|--------------------------------------|------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Dettes financières | | | |
| Emprunt obligataire | 507 836 | 7 836 | 500 000 |
| Autres dettes financières | 1 157 252 | 981 252 | 176 000 |
| Total | 1 665 088 | 989 088 | 676 000 |
| Autres Dettes | | | |
| Dettes envers les sociétés du Groupe | 29 591 | 29 591 | - |
| Autres dettes diverses | 111 581 | 111 581 | - |
| Total | 141 172 | 141 172 | - |
| Concours bancaires courants | 248 | 248 | - |
| Total | 248 | 248 | - |

9.2 Dettes fournisseurs et Comptes rattachés

Au 31 décembre 2023, les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'élevaient à 5 216 milliers d'euros. Elles comprennent des dettes à l'égard des fournisseurs hors Groupe, pour un montant de 4 752 milliers d'euros constitué pour la quasi-totalité de factures payables à 30 jours à compter de la date d'émission de la facture.

A la même date, ce solde ne comprend aucune dette échue significative.

10. Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan

| | Montant au 31 décembre 2023 | Montant au 31 décembre 2022 |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
| Dettes financières | 9 974 | 9 199 |
| Dettes fournisseurs et Comptes rattachés | 4 555 | 8 739 |
| Autres dettes | 49 | 49 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | 248 | 259 |
| Total | 14 826 | 18 246 |

11. Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

| | Montant au 31 décembre 2023 | Montant au 31 décembre 2022 |
|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Autres immobilisations financières | 5 174 | 6 147 |
| Créances clients et Comptes rattachés | 106 023 | 103 801 |
| Autres créances | - | - |
| Disponibilités | 7 128 | 833 |
| Total | 118 325 | 110 781 |

12. Actions propres

Au 31 décembre 2023, Eiffage détenait directement 3 982 062 de ses propres actions (soit 4,06 % du capital) pour un montant global de 367,2 millions d'euros. 3 806 770 actions (350,5 millions d'euros) étaient affectées à la couverture de plans d'attribution gratuite d'actions, le solde, soit 175 292 actions (16,7 millions d'euros), correspondant à des actions destinées à animer la liquidité du titre sur le marché.

13. Éléments concernant les entreprises liées et les participations

Les transactions entre les parties liées sont soit non significatives soit conclues à des conditions normales de marché.

14. Intérêts nets et divers

| | Montant au 31 décembre 2023 | Montant au 31 décembre 2022 |
|--|--------------------------------|--------------------------------|
| Produits financiers | | |
| Intérêts sur entreprises liées | 116 523 | 39 009 |
| Autres produits financiers sur entreprises liées | 20 933 | 15 551 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 29 984 | 8 000 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 9 000 | 447 |
| Charges financières | | |
| Intérêts sur entreprises liées | - | - |
| Autres charges sur entreprises liées | (16 873) | (17 749) |
| Autres intérêts et produits assimilés | (42 071) | (19 587) |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | (2 565) | (3 406) |
| Total | 114 931 | 22 265 |

15. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à (0,9) millions d'euros. Il est composé essentiellement de dotations aux provisions pour (2,6) millions d'euros et de plus-values sur cessions d'actions propres pour 1,7 millions d'euros.

16. Impôts sur les sociétés

La société Eiffage est la société mère d'un Groupe relevant du régime de l'intégration fiscale ; au titre de l'exercice 2023, ce Groupe a concerné 299 filiales. La charge d'impôt de 10,7 millions d'euros représente la différence entre le montant de l'impôt dû par le Groupe et le montant des impôts à recevoir des filiales intégrées fiscalement.

Les différences temporaires propres à Eiffage s'élèvent en base à 7,6 millions d'euros et correspondent à des allègements d'impôts futurs.

17. Engagements financiers

| Engagements donnés | Montant au 31 décembre 2023 | Montant au 31 décembre 2022 |
|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Avals et cautions | 3 058 755 | 3 450 807 |
| Sociétés de personnes (Sci, Snc, Gie) | 1 036 841 | 894 762 |
| Autres engagements (achats de titres) | 32 290 | 35 676 |
| Total | 4 127 886 | 4 381 245 |

| Engagements reçus | Montant au 31 décembre 2023 | Montant au 31 décembre 2022 |
|---|--------------------------------|--------------------------------|
| Lignes de crédit confirmées non utilisées | 2 000 000 | 2 000 000 |
| Total | 2 000 000 | 2 000 000 |

18. Effectif moyen

L'effectif moyen d'Eiffage comprend un cadre français.

19. Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants, tant fixe que variable, comprenant tous avantages en nature, due par Eiffage au titre de 2023 s'élève à un montant brut de 2 162 milliers d'euros.

Le montant des jetons de présence comptabilisé au titre de l'exercice pour l'ensemble des administrateurs s'élève à 649 milliers d'euros.

20. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe Eiffage.

Notes complémentaires

Résultat des cinq derniers exercices

| Nature des indications | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1 - Capital en fin d'exercice (en milliers d'euros) | | | | | |
| Capital social | 392 000 | 392 000 | 392 000 | 392 000 | 392 000 |
| Nombre des actions ordinaires existantes | 98 000 000 | 98 000 000 | 98 000 000 | 98 000 000 | 98 000 000 |
| Nombre maximal d'actions futures à créer | - | - | - | - | - |
| par exercice de droits de souscription | - | - | - | - | - |
| 2 - Opérations et résultats de l'exercice (en milliers d'euros) | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | - | - | - | - | - |
| Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions | 574 464 | 650 081 | 541 240 | 850 572 | 800 856 |
| Impôts sur les bénéfices | 7 862 | 30 549 | (1 346) | (275) | (10 652) |
| Participation des salariés due au titre de l'exercice | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions | 590 187 | 630 509 | 515 742 | 851 352 | 726 287 |
| Résultat distribué | - | 294 000 | 303 800 | 352 800 | 401 800 |
| 3 - Résultats par action (en euros) | | | | | |
| Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions | 5,94 | 6,95 | 5,51 | 8,68 | 8,06 |
| Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions | 6,02 | 6,43 | 5,26 | 8,69 | 7,41 |
| Dividende attribué à chaque action | - | 3,00 | 3,10 | 3,60 | 4,10 |
| 4 - Personnel | | | | | |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 |
| Montant de la masse salariale de l'exercice | 1 932 | 1 810 | 1 620 | 2 160 | 1 945 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales,...) | 865 | 1 016 | 614 | 932 | 987 |

Les dividendes non réclamés sont prescrits cinq ans après leur date de mise en paiement et sont ensuite versés au Trésor conformément aux dispositions légales.

Résultat global et par action

| | 2023 | 2022 |
|---------------------------------------|------|------|
| Résultat courant | | |
| Global en millions d'euros | 738 | 850 |
| Par action en euros | 7,5 | 8,7 |
| Résultat net total avant impôt | | |
| Global en millions d'euros | 737 | 852 |
| Par action en euros | 7,5 | 8,7 |
| Résultat net | | |
| Global en millions d'euros | 726 | 851 |
| Par action en euros | 7,4 | 8,7 |

Filiales et participations au 31 décembre 2023

| | Capital | Capitaux propres autres que le capital y.c. résultat 2023 | Quote-part du capital détenue en % | Valeur comptable brute des titres détenus | Valeur comptable nette des titres détenus | Prêts et avances consentis par Eiffage et non encore remboursés | Engagements donnés par Eiffage | Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé | Résultats du dernier exercice écoulé | Dividendes encaissés par Eiffage au cours de l'exercice |
|--|---------|---|------------------------------------|---|---|---|--------------------------------|--|--------------------------------------|---|
|--|---------|---|------------------------------------|---|---|---|--------------------------------|--|--------------------------------------|---|

A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

1. Filiales (+50% du capital détenu par Eiffage)

| | | | | | | | | | | |
|---|---------|-----------|--------|-----------|-----------|--------|---------|-----------|---------|---------|
| Eiffage Construction (1) | 275 624 | 575 537 | 100,00 | 1 185 707 | 1 185 707 | - | 40 404 | 4 290 331 | 72 938 | 71 317 |
| Eiffage Energie Systèmes Participations (1) | 242 560 | 895 615 | 100,00 | 898 371 | 898 371 | - | - | 6 030 366 | 207 448 | - |
| Eiffage Infrastructures (1) | 387 203 | 876 240 | 100,00 | 885 571 | 885 571 | - | 906 700 | 8 383 780 | 143 887 | 83 362 |
| A'Liéonor | 167 446 | 110 004 | 100,00 | 384 032 | 384 032 | - | - | 71 719 | 12 002 | 25 014 |
| Financière Eiffarie (1) | 200 174 | 1 860 434 | 50,00 | 378 707 | 378 707 | - | - | 3 249 322 | 955 600 | 448 790 |
| Verdun Participations 1 (1) | 4 185 | (240 087) | 100,00 | 256 910 | 256 910 | - | - | 62 189 | (5 378) | 2 511 |
| Sun'r Groupe (1) | 11 727 | 62 610 | 77,78 | 103 573 | 103 573 | - | - | 20 941 | 499 | - |
| Secaa | 30 571 | 251 135 | 75,00 | 22 929 | 22 929 | - | - | 64 651 | 18 853 | 15 023 |
| Eiffage Rail Express | 22 867 | 1 104 275 | 100,00 | 22 867 | 22 867 | 23 696 | - | 131 919 | 9 879 | 8 003 |
| A'Liéonor Exploitation | 500 | 2 714 | 100,00 | 18 532 | 18 532 | - | - | 7 147 | 1 554 | - |
| Eceba | 16 396 | (9 551) | 100,00 | 16 396 | 16 396 | 54 700 | - | 3 045 | (1 673) | - |
| Eifaltis | 13 636 | (2 472) | 100,00 | 13 636 | 13 636 | 28 649 | - | - | (801) | - |
| Eiffage Services | 390 | 12 404 | 100,00 | 6 300 | 6 300 | - | - | 46 489 | 12 351 | 6 045 |
| Eiffage Global Services | 6 037 | 2 407 | 100,00 | 6 044 | 6 044 | - | - | 70 715 | 2 296 | 1 823 |

2. Participations (10 à 50% du capital détenu par Eiffage)

| | | | | | | | | | | |
|----------------------------|--------|---------|-------|--------|--------|--------|---|-----------|--------|-------|
| Adelac | 6 000 | 54 228 | 25,00 | 68 612 | 68 612 | - | - | 68 453 | 16 519 | - |
| TP Ferro Concesionaria (2) | 51 435 | NC | 50,00 | 25 718 | - | 49 122 | - | NC | NC | - |
| Sicea | 42 019 | (616) | 46,41 | 19 499 | 19 499 | - | - | - | (616) | - |
| Efi | 53 317 | NC | 23,73 | 19 420 | 19 420 | - | - | NC | NC | 418 |
| Eiffage Infra Bau SE (1) | 18 107 | 126 658 | 44,77 | 19 317 | 19 317 | 36 087 | - | 1 364 099 | 32 539 | - |
| Smtpc | 17 804 | 58 750 | 34,15 | 18 169 | 18 169 | - | - | 37 087 | 12 631 | 3 788 |
| Société Prado Sud | 16 093 | 16 880 | 41,49 | 6 676 | 6 676 | 1 062 | - | 15 459 | 6 432 | - |

(1) Les informations concernant ces sociétés sont des données consolidées.

(2) Société en liquidation judiciaire

B. Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations

| | Filiales françaises | Filiales étrangères | Participations françaises | Participations étrangères |
|---------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|---------------------------|
| Valeur comptable des titres détenus : | | | | |
| Brute | 4 189 132 | 23 009 | 135 866 | 253 069 |
| Nette | 4 181 116 | 23 009 | 134 172 | 226 950 |
| Montant des prêts et avances accordés | 1 998 073 | 49 547 | 152 554 | 101 171 |
| Montant des cautions et avals donnés | 2 035 972 | 3 000 | 15 258 | - |
| Montant des dividendes encaissés | 652 202 | 15 023 | 4 819 | 129 |